

4. Cycle de productivité et emploi : retour sur les ajustements depuis la crise

Où en est-on des cycles de productivité ?

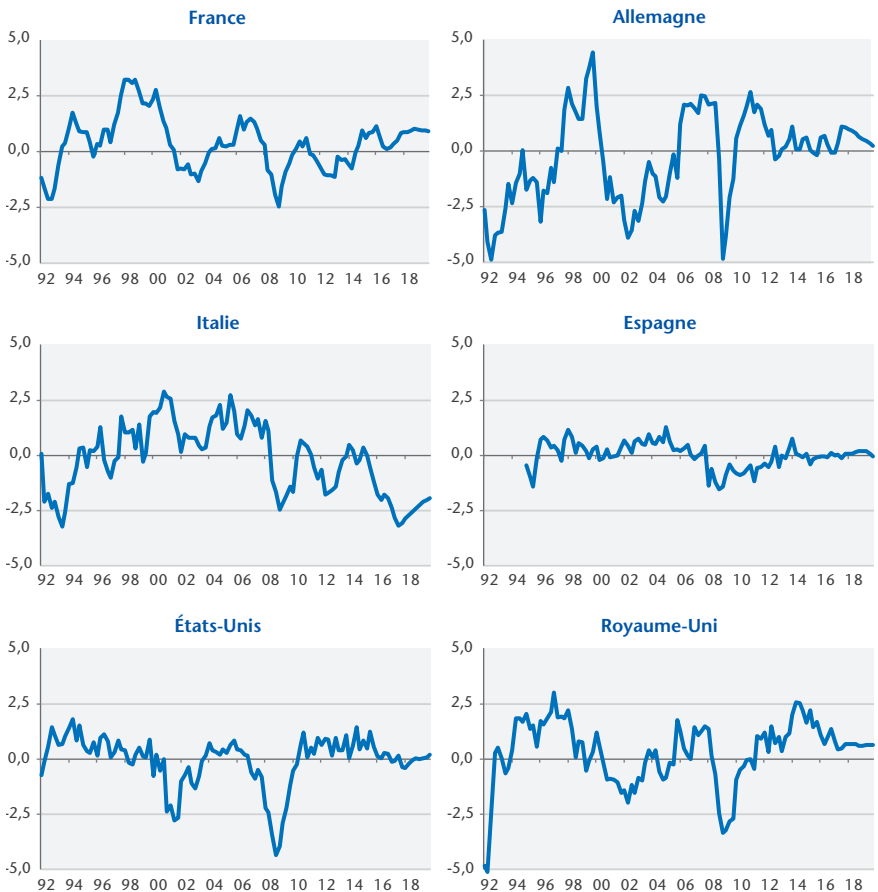
Notre analyse de l'emploi marchand pour la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis repose sur la notion de cycle de productivité. De fait, les dynamiques de l'emploi dépendent de celle de l'activité, mais aussi du coût relatif du travail et du capital et de la durée du travail. L'analyse de la relation entre l'emploi et ses déterminants permet de poser un diagnostic sur la productivité tendancielle et de déterminer la position dans le cycle³². À court terme, l'emploi peut ainsi augmenter plus (ou moins) vite relativement à l'activité économique selon que l'économie se situe en haut (en bas) du cycle de productivité.

Plus précisément, en période de ralentissement conjoncturel (et symétriquement en période de reprise), les entreprises attendent généralement la confirmation de la baisse de l'activité (et symétriquement le redressement) avant de procéder à des réductions d'effectifs (et symétriquement des embauches), ce qui se traduit dans un premier temps par une dégradation des gains de productivité (et symétriquement une amélioration). Ce n'est que dans un second temps, quand la baisse (hausse) d'activité se confirme, qu'elles procèdent à des suppressions (créations) de postes ou à moins (plus) d'embauches. Le ralentissement (l'accélération) de l'activité se traduit d'abord par des pertes (gains) de productivité par rapport à la tendance de long terme, donc par le creusement du cycle de productivité, qui se rétablit progressivement, une fois passé le creux (pic) d'activité. Par ailleurs, les politiques d'enrichissement de la croissance en emplois favorisent les créations d'emplois en ralentissant la progression de la productivité pour une progression de l'activité donnée.

32. Voir Ducoudré et Heyer (2017).

Nous avons calculé le cycle de productivité pour la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis (graphique 29). Au moment de la crise, la contraction de l'activité économique s'est traduite par une forte baisse de la productivité horaire par rapport à sa tendance dans les six pays. Celui-ci s'est ensuite refermé au bout de 6 à 8 trimestres. L'ajustement s'est fait principalement par l'emploi pour les États-Unis et l'Espagne, tandis que la France, l'Allemagne et l'Italie ont privilégié les ajustements internes (baisse de la durée du travail, hausse du chômage partiel). Par la suite, les cycles ont suivi

Graphique 29. Cycles de productivité



Note de lecture : chaque graphique représente le cycle de productivité, c'est-à-dire l'écart entre la productivité horaire observée dans le secteur marchand et la tendance de productivité. En France, au quatrième trimestre 2017, la productivité était ainsi supérieure de 0,9 % à sa tendance.

Source : calculs et prévision OFCE 2018-2019, avril 2018.

deux mouvements différents, avec d'un côté la France, l'Espagne et l'Italie qui ont connu un nouveau creusement du cycle avec la crise de la zone euro et la rechute de la croissance à partir de la mi-2011. Par contre, l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni ont globalement connu un cycle de productivité légèrement positif sur l'ensemble à partir de 2011, les entreprises ajustant rapidement la main-d'œuvre à la progression de l'activité.

Au quatrième trimestre 2017, les cycles de productivité sont globalement refermés, excepté pour l'Italie. Ce pays présente un cycle atypique, avec des gains de productivité qui ont progressivement ralenti depuis le début des années 2000 et sont nuls, voire négatifs sur la période récente, ce qui rend délicat l'établissement d'un diagnostic sur le cycle de productivité. Ainsi, malgré le ralentissement de la productivité tendancielle en fin de période du fait des mesures de baisses ciblées du coût du travail qui ont enrichi la croissance en emplois (et dont l'effet est ici répercuté sur la tendance de productivité pour 0,15 point par trimestre entre 2015 et 2016), le cycle de productivité se serait creusé en 2016. Ce creusement du cycle de productivité peut s'expliquer pour partie par une croissance de l'activité économique plus lente qu'anticipée (1,0 % de croissance en 2016 contre 1,3 % anticipé dans le consensus fin 2015). Notons qu'en France et en Allemagne, la croissance soutenue au deuxième semestre 2017 s'est traduite par une croissance de la productivité plus rapide que sa tendance, le cycle de productivité devenant légèrement positif fin 2017 (+1,1 point en Allemagne et +0,8 point en France).

En prévision, la productivité horaire croîtrait à un rythme proche de celui de la productivité tendancielle en France, compte tenu du rythme soutenu de la croissance du secteur marchand (voir la partie emploi France). Le cycle de productivité se refermerait progressivement en Allemagne, la croissance étant attendue moins dynamique en 2018-2019 par rapport à 2017. L'emploi total continuerait de progresser (+1,2 % en 2018 et +0,6 % en 2019 après +1,5 % en 2017), mais compte tenu du bas niveau du taux de chômage et des tensions sur le marché du travail (haut niveau des difficultés de recrutement), la progression de l'emploi s'accompagnerait également de gains de productivité plus élevés, correspondant pour partie à une très légère accélération de la tendance et d'une hausse de la durée du travail. L'Italie refermerait très progressivement son cycle de productivité et l'emploi serait peu dynamique à l'horizon de la prévision, avec la fin

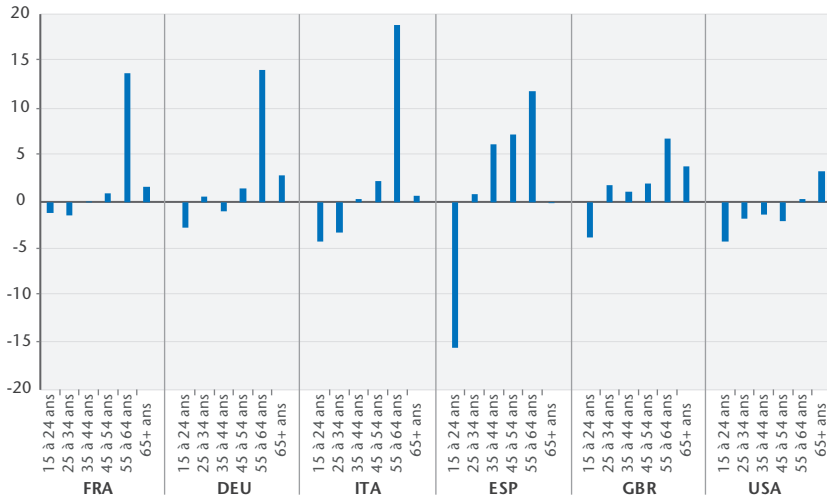
des mesures généralisées de baisse des cotisations sociales pour les entreprises. Au Royaume-Uni, les gains de productivité retrouveraient un rythme proche des gains de productivité tendanciels, évalués à 0,9 % par an³³, et le cycle de productivité ne se refermerait plus. En conséquence, l'emploi progresserait modérément en 2018-2019, compte tenu de la tendance de productivité. En Espagne et aux États-Unis, le cycle étant refermé, la productivité horaire croîtrait à un rythme proche de son rythme tendanciel, soit 0,8 % en Espagne et 1,2 % aux États-Unis. En Espagne, les créations d'emploi ralentiraient progressivement (+1,8 % en 2018, +1,1 % en 2019) du fait du ralentissement de la croissance et malgré une durée du travail qui reviendrait sur une tendance légèrement baissière. Les créations d'emplois ralentiraient également aux États-Unis (+1,3 % en 2018, +1,2 % en 2019) compte tenu du ralentissement de l'activité et d'une accélération de la productivité. Nous supposons par ailleurs que la tendance de productivité augmenterait légèrement en prévision en lien avec un investissement plus élevé. La réduction du taux de chômage inciterait également à améliorer les compétences de leurs salariés

Des évolutions différenciées du marché du travail

Les marchés du travail dans les pays développés ont été fortement marqués par la crise et ses conséquences (tableau 3). La montée plus ou moins durable du chômage et celle de la précarité ont accentué les hétérogénéités entre les pays. Ces hétérogénéités portent notamment sur l'évolution des comportements d'activité, l'ajustement de la durée du travail, l'évolution de l'emploi précaire. La crise a également eu pour conséquences une poursuite et un approfondissement des réformes dont l'objectif est la flexibilité accrue du marché du travail. Celle-ci et l'intensification de la précarité ont pu ainsi concourir à relâcher les liens entre chômage et évolution des salaires. La nature du chômage a évolué et la persistance du sous-emploi, la montée de la part de l'emploi précaire ou la part croissante d'individus ne recherchant pas activement un emploi mais qui désirent travailler et sont disponibles pour prendre un emploi ont pu affaiblir le pouvoir de négociation des salariés.

33. La productivité horaire des salariés du secteur marchand a progressé en moyenne de 1,4 % par an depuis 2000. Son rythme s'est toutefois infléchi après la crise de 2008, et le taux de croissance moyen annuel de la productivité horaire des salariés du secteur marchand s'établit à 0,7 % en moyenne depuis 2010, même s'il a retrouvé dans la période récente un rythme proche de 0,9 %

Graphique 30. Variation du taux d'activité par âge entre 2007 et 2016



Source : OCDE.

Tableau 3. Évolution du marché du travail dans l'UE entre 2007 et 2016 – 15-64 ans

Variation...	... du taux d'activité depuis 2007	... du taux d'emploi depuis 2007	... du taux d'emploi à temps partiel depuis 2007	... du pourcentage d'emplois temporaires depuis 2007*	... de la part d'emplois en CDD depuis 2011**	... du pourcentage d'emplois précaires depuis 2008*
UE 28	2,6	1,3	2,0	-0,4	0,3	0,1
EUZ	2,0	-0,1	3,0	-0,8	0,2	0,2
DEU	2,3	5,7	1,3	-1,5	-1,1	-0,2
AUT	2,7	1,7	5,8	0,2	-0,5	-0,1
BEL	0,5	0,2	2,8	0,5	0,2	0,7
DNK	-0,1	-2,1	3,4	4,5	4,8	0,7
ESP	2,4	-6,3	3,7	-5,5	1,1	0,2
FIN	0,3	-1,2	1,5	-0,3	0,4	0,8
FRA	1,7	-0,2	1,1	1,0	1,1	0,0
GRC	1,7	-8,8	4,4	0,2	-0,6	0,3
IRL	-2,1	-4,3	4,5	-0,3	-2,0	0,0
ITA	2,5	-1,3	5,1	0,8	0,7	0,9
NLD	1,2	-1,1	3,4	2,7	2,8	0,1
PRT	-0,2	-2,4	0,6	0,0	0,3	2,1
SWE	3,0	2,0	-0,3	-1,1	-0,2	-1,1
GBR	1,8	2,0	1,1	0,3	0,0	0,0

* En pourcentage de l'emploi salarié total. ** En pourcentage de l'emploi total

Source : Eurostat.

La baisse du chômage dans l'Union européenne (UE) qui a suivi la double récession de 2008-2009 et 2011-2012 a été freinée par la hausse des taux d'activité dans la plupart des pays européens (voir encadré 1). Cette hausse, qui touche principalement les travailleurs âgés de 55 ans et plus, est en grande partie la conséquence des réformes des systèmes de retraite visant à allonger la durée de carrière des individus et à repousser l'âge de départ à la retraite (graphique 30). Elle est aussi le fruit de la hausse de la participation des femmes au marché du travail.

Encadré 1. Taux d'activité et durée du travail : des impacts différenciés sur le taux de chômage

La plupart des pays européens ont, au cours de la crise, réduit plus ou moins fortement la durée effective de travail, *via* des dispositifs de chômage partiel, la réduction des heures supplémentaires ou le recours aux comptes épargne-temps, mais aussi *via* le développement du temps partiel (particulièrement en Italie et en Espagne), notamment le temps partiel subi. A *contrario*, l'évolution favorable du chômage américain s'explique en partie par une baisse importante du taux d'activité.

En supposant qu'une hausse d'un point du taux d'activité entraîne, à emploi constant, une hausse du taux de chômage, il est possible de mesurer l'impact de ces ajustements (durée du travail et taux d'activité) sur le chômage, en calculant un taux de chômage à emploi constant et contrôlé de ces ajustements. Excepté aux États-Unis, les pays étudiés ont connu une augmentation de leur population active (actifs occupés + chômeurs) plus importante que celle observée dans la population générale, du fait entre autres des réformes des retraites menées. Mécaniquement, sans création d'emploi, ce dynamisme démographique a pour effet d'accroître le taux de chômage des pays concernés.

Si le taux d'activité s'était maintenu à son niveau de 2007, le taux de chômage serait inférieur de 2,3 points en France, de 3,1 points en Italie et de 2 points au Royaume-Uni (graphique 31). Par contre, sans la contraction importante de la population active américaine, le taux de chômage aurait été supérieur de plus de 3,2 points à celui observé fin 2017. Il apparaît également que l'Allemagne a connu depuis la crise une baisse importante de son chômage alors même que son taux d'activité croissait. À taux d'activité inchangé, le taux de chômage allemand serait de ... 0,9 %. Il reste que les évolutions des taux d'activité résultent aussi de facteurs démographiques structurels si bien que l'hypothèse d'un retour vers les taux de 2007 est arbitraire. Pour les États-Unis, une partie de la baisse du taux d'activité s'explique par l'évolution de la structure de la population. Aussi, le chiffre de sous-emploi – mesuré par le taux de chômage qui prévaudrait si le taux d'activité retrouvait son niveau de 2007 – peut être considéré comme surévalué.

Concernant la durée du travail, les enseignements semblent bien différents. Il apparaît que si la durée du travail avait été maintenue dans l'ensemble des pays à son niveau d'avant-crise, le taux de chômage aurait été supérieur de 3,7 points en Allemagne et de 2,9 points en Italie. En France, en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis, le temps de travail n'a que faiblement baissé depuis la crise. À durée du travail identique à celle de 2007, le taux de chômage aurait été très légèrement supérieur dans l'ensemble de ces pays.

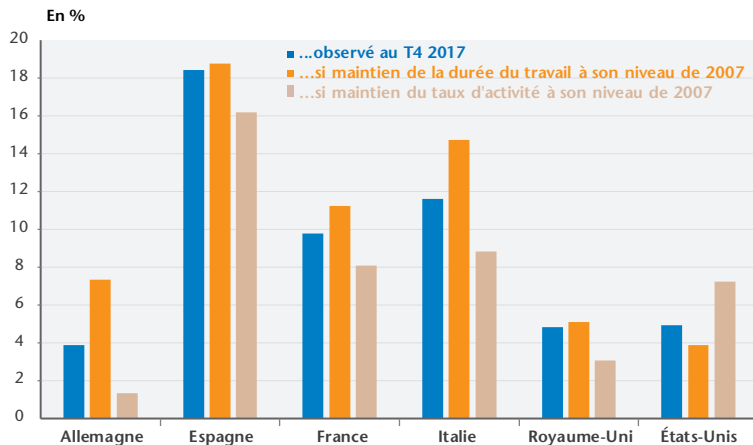
Notons que les évolutions à la baisse de la durée du travail ont largement précédé la crise économique de 2007 (tableau 4). Si l'Allemagne a prolongé la dynamique à l'œuvre avant la crise et si l'Italie l'a largement accentuée, la France, l'Espagne et les États-Unis ont continué à réduire leur durée du travail mais de façon moins marquée. Le Royaume-Uni a quant à lui interrompu la baisse du temps de travail entamé avant 2007.

Tableau 4. Évolution du nombre d'heures travaillées avant et après la crise de 2007

En %	DEU	ESP	FRA	ITA	GBR	USA
1997-2007	-5,3	-2,4	-4,0	-2,9	-3,5	-2,6
2007-2017	-5,4	-1,2	-1,6	-5,7	0,0	-0,6

Sources : Comptabilités nationales, calculs OFCE.

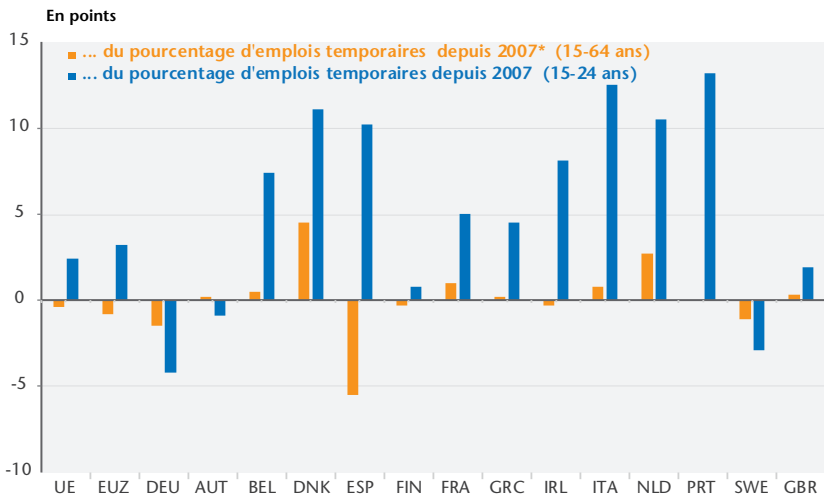
Graphique 31. Taux de chômage observé au T4 2017 et taux de chômage sous l'hypothèse ...



Sources : Comptabilités nationales, calculs OFCE.

La hausse des taux d'activité s'est également accompagnée de changements structurels et parfois divergents quant au fonctionnement des marchés du travail. En zone euro, le taux d'emploi est resté globalement stable entre 2007 et 2016. Mais cette stabilité masque des divergences notables : forte hausse du taux d'emploi en Allemagne, stabilité en France et en Belgique, baisse prononcée en Espagne, en Grèce, en Irlande et au Portugal. Le recours au temps partiel a également augmenté, mais de manière bien plus marquée en Autriche, Grèce, Espagne, Irlande, Italie et Pays-Bas. L'emploi temporaire a augmenté en France, en Italie et aux Pays-Bas, quand il a fortement baissé en Espagne et dans une moindre mesure en Allemagne. Enfin, l'emploi temporaire a surtout progressé chez les 15-24 ans excepté en Allemagne et en Autriche (graphique 32).

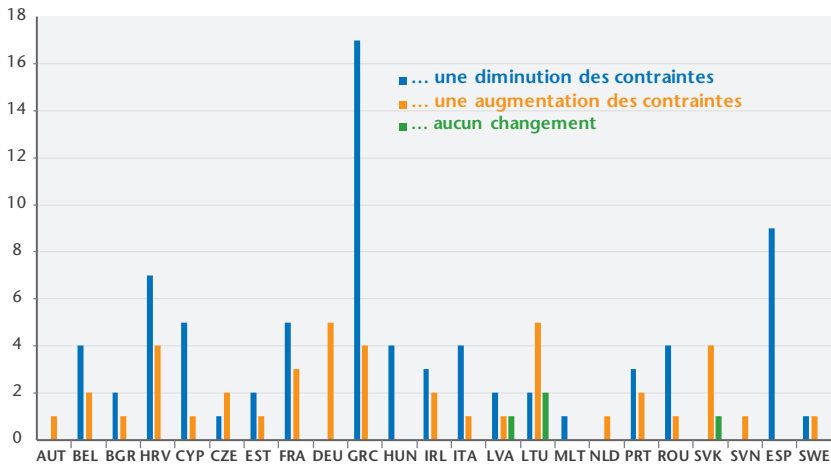
Graphique 32. Évolution de l'emploi temporaire depuis 2007



* En pourcentage de l'emploi salarié total.
Source : Eurostat.

Ces évolutions – hausse de la précarité, des petits boulots, du temps partiel – en zone euro ont pu peser sur le lien entre chômage et salaire, affaiblissant la relation entre la baisse du chômage et la hausse attendue des salaires qui devrait en résulter. La prédominance des réformes du marché du travail allant dans le sens d'un affaiblissement des contraintes portant sur la fixation des salaires pour les employeurs dans la plupart des pays de la zone euro a également pu affaiblir le pouvoir de négociation des salariés, freinant ainsi les évolutions salariales (graphique 33).

Graphique 33. Nombre de réformes entre 2007 et 2014 portant sur la fixation des salaires, aboutissant pour les employeurs à...



Note : LABREF est une base de données descriptive qui enregistre les mesures de politique du marché du travail introduites dans les États membres de l'UE, et fournit des informations sur les caractéristiques des mesures.

Source : LABREF database, DG EMPL, Commission européenne.

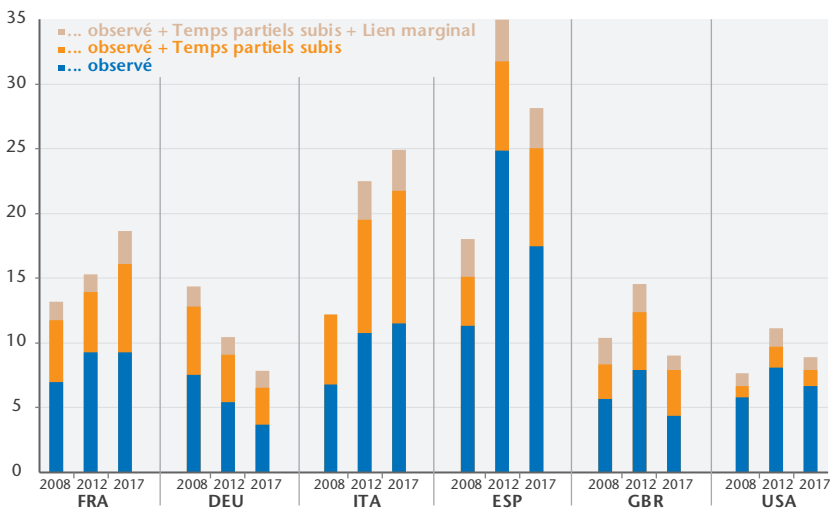
Au-delà du taux de chômage ...

En plus d'occulter les dynamiques à l'œuvre sur le marché du travail, la définition stricte du chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) ne prend pas en compte les situations à la marge du chômage. Ainsi les personnes souhaitant travailler mais considérées comme inactives au sens du BIT, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (sous deux semaines), soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi, forment le « halo » du chômage.

Les bases de données de l'OCDE permettent d'intégrer dans le chômage une partie des individus qui en sont exclus du fait de la définition du BIT. Le graphique 34 présente pour les années 2008, 2012 et 2017 le taux de chômage observé lorsque l'on considère également d'une part les individus situation de temps partiel subi et d'autre part les personnes âgées de 15 ans et plus, sans emploi, et ne recherchant pas activement un emploi mais qui désirent travailler et sont disponibles pour prendre un emploi. De plus elles ont recherché un emploi au cours de 12 derniers mois. Ces dernières sont définies par l'OCDE comme ayant « un lien marginal à l'emploi ».

En Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis, les évolutions de ces différentes mesures semblent aller dans le même sens, celui d'une amélioration franche de la situation sur le marché du travail. *A contrario*, la France et l'Italie ont connu entre 2008 et 2012, mais surtout entre 2012 et 2017, une hausse de leur taux de chômage tant au sens strict, celui du BIT, qu'au sens large. En Italie, le taux de chômage intégrant une partie des demandeurs d'emploi exclus de la définition du BIT atteignait, en 2017, 25 %, soit plus du double du taux de chômage BIT. En France, du fait d'un niveau de chômage plus faible, ces différences sont moins importantes. Malgré tout, entre 2012 et 2017, le sous-emploi a augmenté de 2,2 points quand le chômage au sens strict diminuait de 0,1 point. En Espagne, si l'amélioration en termes de chômage BIT est notable sur la période, le sous-emploi a lui continué à croître fortement (+2,7 point). En 2017, le taux de chômage BIT était en Espagne de 6,2 points supérieur à son niveau de 2008. En intégrant les demandeurs d'emplois exclus de la mesure du BIT, cet écart atteint 10 points.

Graphique 34. Taux de chômage au T4 2017...



Source : OCDE, calculs OFCE.